

# REGARDS ÉCONOMIQUES



N° 31 - Juillet 2016

## UN REVENU MINIMUM POUR TOUS ?

L'idée n'est pas nouvelle mais est revenue au centre des débats à l'occasion de la remise du rapport de Christophe Sirugue sur les minima sociaux et le lancement d'une mission d'information par le Sénat sur le sujet.

Le revenu universel, de base ou encore d'existence, différentes appellations pour une même définition : il s'agit d'un revenu versé à tous, en emploi ou non, sans condition de ressources.

Fait original, le revenu de base est soutenu à la fois par des défenseurs du marché tout comme par des défenseurs de l'intervention de l'Etat.

Evidemment, en fonction du courant de pensée auquel appartient le partisan du revenu universel, les objectifs assignés ne sont pas les mêmes et le montant du revenu non plus\*.

Ainsi, les « libéraux » mettent en avant l'avantage de la simplification d'une telle aide qui remplacerait toutes les autres (y compris le chômage et la retraite), réduisant ainsi l'intervention de l'Etat.

Tandis que pour les « étatistes », l'objectif est d'assurer à tous les citoyens un revenu minimum

suffisamment important pour permettre de s'émanciper et de créer de la valeur par d'autres moyens que le travail « classique » (bénévolat par exemple).

Les enjeux d'une telle réforme sont évidemment multiples, à commencer par ses objectifs et donc son financement. Si le revenu de base vient remplacer toutes les aides, alors la réforme peut se faire à efforts financiers constants mais cela revient à diminuer l'aide aux plus précaires pour donner à tous.

En revanche, si on met en place un revenu universel tout en conservant certaines aides spécifiques ou en fixant son montant à un niveau suffisant pour vivre, alors il faudra trouver de nouvelles sources de financement.

Le revenu d'existence a été expérimenté par plusieurs pays (Finlande, Namibie, Etats-Unis, Brésil...) et sous diverses formes (réservé uniquement certaines communautés, versé en échange de contreparties...). Mais l'évaluation de ces expériences passées ou en cours reste difficile et ne permet pas pour l'heure d'orienter les pouvoirs publics dans la décision d'une telle réforme.



## ZOOM

### Quel montant pour le revenu universel ?

Différents montants sont envisagés pour le revenu universel, tout comme l'âge à partir duquel il pourrait être versé. A titre d'exemple, l'économiste Marc de Basquiat estime qu'il faudrait un budget de 330 milliards d'euros pour verser une allocation forfaitaire de 470 euros par mois (équivalent du RSA) à tous les adultes et 200 à 270 euros pour les enfants en fonction de leur âge.

## QUELQUES CHIFFRES:

**2 181,0 Mds €**

PIB France 2015

**0,03 %**

Inflation (moyenne des 12 derniers mois à fin juin)

**2 138 Mds€**

97,5 % du PIB  
Dette publique  
(fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2016)

**-46,6 Mds€**

Balance commerciale (douze derniers mois à fin janvier 2015)

**10,2 %**

Chômage au sens du BIT  
(1<sup>er</sup> trimestre 2016)

**1 243 Mds€**

56,8 % du PIB  
Dépenses publiques 2015



# LA SITUATION DE L'EMPLOI TOUJOURS FRAGILE



## ENTREPRISES

### Climat des affaires

En juillet, l'indice mesurant le climat des affaires s'améliore de 2 points (à 102) et se situe légèrement au-dessus de son niveau moyen de long terme (100). Le climat gagne un point dans l'industrie et le bâtiment, deux points dans le commerce de gros, et trois points dans le commerce de détail et les services. L'indicateur de retournement pour l'ensemble de l'économie repasse dans la zone indiquant une situation conjoncturelle favorable (0,4).

## MÉNAGES

### Confiance des ménages

En juillet, la confiance des ménages diminue légèrement : pour le deuxième mois consécutif, l'indicateur qui la synthétise perd 1 point (96) et se maintient donc au-dessous de sa moyenne de longue période (100). L'opinion des ménages sur leur situation financière personnelle, passée baisse de 4 points et retombe à son niveau le plus bas depuis août 2015. L'opinion des ménages sur leur situation financière future est quasi stable (+1 point). Les deux soldes sont inférieurs à leur moyenne de longue période.

L'opinion des ménages sur leur capacité d'épargne actuelle est stable à son niveau moyen de longue période pour le quatrième mois consécutif et celle sur leur capacité d'épargne future est quasi stable (-1 point), au-dessous de son niveau moyen de long terme. Malgré cette situation, la crainte du chômage s'avive à nouveau en juillet, pour le second mois consécutif.

A noter que seuls 2 % des enquêtés ont répondu après l'attentat du 14 juillet à Nice.

### Dépenses de consommation

En mai, la consommation des ménages en biens diminue de 0,7 % en volume après une quasi-stabilité en avril (-0,1 %).

Les achats de biens fabriqués reculent nettement (-1,5 % après +0,5 %). Cela est dû au repli de la consommation de biens durables (-3,6 % après +1,2 %). En effet, les achats de biens d'équipement du logement chutent fortement (-9,2 %), et les achats d'automobiles diminuent également. Les dépenses d'habillement se redressent (+1,7 %) après trois mois consécutifs de baisse ;

La consommation totale d'énergie se replie en mai (-1,0 % après 0,8 %) : les dépenses en gaz et électricité diminuent fortement (-6,8 % après +3,3 %). Les achats de produits raffinés augmentent fortement (+7,3 % après -2,6 %).

La consommation de produits alimentaires se ravive en mai (+0,5 %), après une baisse en avril.

## CHÔMAGE

Fin juin 2016, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A progresse de 0,2 % sur un mois. Il recule cependant de 0,2 % sur trois mois et de 0,7 % sur un an. Ce nombre augmente de 0,8 % en juin pour la catégorie des moins de 25 ans, est stable pour les 25-49 ans et augmente de 0,2 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus.

Au total, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C progresse de 0,1 % en juin et diminue de 0,4 % sur trois mois. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi reste néanmoins en hausse (+0,9 %).

Enfin, en France (y compris Dom), le nombre de demandeurs d'emploi pour la catégorie augmente de 0,1 % en juin, diminue de 0,2 % sur trois mois et baisse de 0,8 % sur un an.

## CONTACTS :

Gérard Mardine,  
secrétaire national en  
charge du secteur  
Économie et Industrie,  
Développement  
durable, RSE, Logement  
gerard.mardine@cfecgc.fr

Service Économie  
Anne Bernard,  
Justine Vincent  
Francine Didier,  
Kevin Gaillardet  
kevin.gaillardet@cfecgc.fr

## MAISON DE LA CFE-CGC

59 rue du Rocher  
75008 Paris  
+33 (0)1 55 30 12 12  
www.cfecgc.org